DIAL 3225

PÉROU - Les dix vies d'Hugo Blanco

Martín Cúneo

jeudi 14 février 2013, mis en ligne par Dial

Nous sommes toujours très heureux de nous faire l'écho des articles de Martín Cúneo et Emma Gasco [1]. Nous traduisons ici un texte issu d'un entretien avec Hugo Blanco, lutteur infatigable, et publié par la revue espagnole Viento Sur *(numéro 117, juillet 2011), dont nous reprenons aussi l'introduction ci-dessous.*

Hugo Blanco n'a pas l'étoffe d'un héros, mais la lutte pour l'instauration par la révolution d'un système autre que le capitalisme n'a pas besoin de héros. Hugo Blanco a l'étoffe d'un paysan, d'un Indien, d'un syndicaliste, d'un militant révolutionnaire indomptable…Et c'est de cela qu'on a besoin, de camarades reconnus dans le monde et en qui on puisse avoir confiance, qui soient comme notre lien commun entre les rébellions et les révolutions du XXe siècle et celles d'aujourd'hui, dans lesquelles – place Tahrir, dans les casbahs, place Syntagma [2] ou, plus modestement, dans notre mouvement d'indignés – Hugo se serait certainement senti comme chez lui.

Hugo, doté d'une mémoire extraordinaire, nous raconte sa vie étonnante (ou ses vies, comme le dit fort justement le titre de cet article) avec naturel et avec humour, c'est-à-dire comme le ferait un vieux sage indien de la campagne de Cuzco qui aurait connu mille batailles.

Martín Cuneo a su capter la personnalité d'Hugo Blanco avec une telle fidélité que nous qui le connaissons avons l'impression de l'avoir devant nous, et que ceux qui ne le connaissent pas peuvent se faire une idée de l'une de ces biographies militantes qui inspirent le respect, l'affection et l'admiration de beaucoup de gens, à beaucoup d'endroits, par-delà les étiquettes et les idéologies. […]

« Le chat péruvien a sept vies, le chat suédois neuf…J'ai donc droit à ce que, la prochaine fois, ce soit mon tour », proclame Hugo Blanco, assis dans la cafétéria d'une auberge du centre historique de Cuzco. En 76 années de vie, il a vu la mort de près à neuf reprises, comme il le raconte lui-même. Mais, à mesure qu'il avance dans son récit, on se rend compte qu'il a oublié un certain nombre de fois. Condamnations à mort, échanges de tirs, enlèvements, tentatives d'assassinat, maladie, quatorze grèves de la faim, tortures et incarcérations… Et la mort a toujours été perdante. Ce combattant paysan historique a été une telle gêne pour les gouvernements successifs du Pérou que, lors d'une de ses grèves de la faim, le ministre de l'intérieur de l'époque a exprimé sa solidarité en lui offrant un cercueil.

La réforme agraire a commencé par le bas

Bien que né dans une famille de la classe moyenne, il choisit, à l'instar de son écrivain chéri, José María Arguedas, d'être indigène [3]. Un fait marqua son enfance : le grand propriétaire Bartolomé Paz ordonna un jour de faire graver ses initiales au fer rouge sur le postérieur d'un paysan indien. « Naturellement, M. Paz n'a pas été arrêté, c'était inconcevable dans le cas d'une personne respectable, mais cet épisode a probablement influencé le sens qu'a pris ma vie », déclarait Blanco en 2008, à nouveau libre après une de ses dernières détentions. Cette fois-là, il avait été accusé de participer à la récupération de terres soustraites à des communautés indiennes précisément par le fils du grand propriétaire en question.

Après avoir étudié et travaillé comme ouvrier en Argentine, et avoir pris part en 1958 aux manifestations contre la visite du vice-président des États-Unis de l'époque, Richard Nixon, il regagna sa région natale de Cuzco pour travailler dans une hacienda de La Convención. Durant ces années le gamonalisme était toujours pratiqué, système semi-féodal hérité du colonialisme. Contre l'autorisation de cultiver une parcelle de terre, le propriétaire exigeait du paysan qu'il travaille à l'hacienda et qu'il accomplisse toutes sortes de tâches pour le patron : semer sur ses terres, servir de domestique (*pongo*) chez le maître, vendre sa production au propriétaire au prix fixé par ce dernier, etc., pour ne citer que quelques abus parmi beaucoup d'autres.

José María Arguedas est celui qui a le mieux décrit les humiliations vécues par les paysans des haciendas. Son conte *El Sueño del Pongo* demeure un des préférés de Blanco. C'est l'histoire d'un patron qui maltraite son serviteur jour après jour, en l'obligeant à aboyer et à ramper comme un chien ou à dresser les oreilles en imitant une viscache. Un jour, le *pongo* s'approche du maître et lui dit, devant tous les serviteurs, qu'il a rêvé de lui la nuit dernière. Le patron lui demande de raconter son rêve. Le paysan poursuit : le patron et le sont morts et se présentent nus tous les deux devant Saint-François. Le saint demande à un ange d'apporter une coupe en or contenant du miel et de la verser sur le patron. « Il devait en être ainsi », dit le propriétaire. Le *pongo* continue son récit du rêve : Saint-François demande à un ange « de second rang » d'apporter un pot d'essence mélangée à des excréments humains et d'en enduire l'Indien. « Il devait en être ainsi », dit le propriétaire. Mais le rêve ne s'arrête pas là. Saint-François donne un dernier ordre : que les deux personnages se lèchent l'un l'autre pour l'éternité.

La justice divine obtenue par le *pongo* de José María Arguedas dans son autre vie grâce à un saint, les paysans des haciendas de La Convención et de Lares l'obtinrent grâce à une grève illimitée. « Le trotskiste Blanco prend de gros risques, avec un syndicat en grève depuis neuf mois, disaient les staliniens de la Fédération des travailleurs de Cuzco », se souvient-il. Mais ce n'était pas une grève ordinaire. Quand un ouvrier fait grève, il perd son salaire et peut être licencié. Mais que se passe-t-il quand un paysan s'arrête de travailler pour son maître afin de s'occuper de sa propre terre et que sa grève se propage à toutes les haciendas d'une région ? C'est la révolution. La réforme agraire par le bas.

C'est ce qui arriva dans la province de La Convención et dans la zone de Lares, dans le département de Cuzco, au début des années 1960. Face aux abus commis par les patrons, des syndicats se constituèrent dans la région de La Convención avec des avocats qui défendaient les paysans et exigeaient qu'on examine leurs revendications.

« Comme ils avaient la main sur la police et le pouvoir judiciaire, ils mettaient les meneurs en prison. C'est dans un de ces syndicats que je suis entré, à Chaupimayo », raconte Blanco, avec son éternel chapeau de paille, sa barbe blanche et ses sandales d'Indien. Lors de son entrée dans le syndicat, en 1960, trois de ses dirigeants étaient en détention. « C'est là que tout a commencé pour moi. On organisait des manifestations pour les détenus, on bloquait les routes et l'activité commerciale dans la province pendant une journée, on faisait des meetings, des grèves de la faim… Et on arrivait à les faire sortir. » Mais beaucoup de grands propriétaires refusaient de signer les cahiers de doléances, et de reconnaître les syndicats. Pas question de discuter avec les paysans.

« Des syndicats ont alors décidé de se mettre en grève. Et le paysan était heureux, parce qu'il avait plus de temps pour travailler son lopin. Il était comme un locataire qui ferait la grève des loyers », explique-t-il. Les revendications initiales des paysans – diminution du nombre de jours de présence, journées de huit heures, fin des mauvais traitements physiques, liberté syndicale, etc. – furent dépassées par la grève, qui se transforma en une remise en question directe du régime foncier féodal.

Il y eut jusqu'à cent haciendas en grève, cent haciendas qui connurent une réforme agraire ayant pour nom la grève. « La réforme agraire a été accomplie par les paysans, sans qu'ils s'en rendent compte », ajoute Blanco. Mus par la consigne « la terre ou la mort », les paysans des haciendas réussirent à aller plus loin que la Fédération des travailleurs de Cuzco.

Guérilla de légitime défense

Les grands propriétaires commencèrent à prendre les armes, à tirer en l'air, à menacer de mort les « Indiens voleurs », ainsi qu'ils les appelaient. Les paysans dénoncèrent les faits à la Garde civile mais se heurtèrent à un mur. « Vous les Indiens sans vergogne qui ne cessez de vous plaindre, vous êtes en train de voler la terre du patron, et lui a le droit de vous abattre comme des chiens. » Telle fut une des réponses qu'on leur donna, si l'on en croit Blanco.

Devant la complicité affichée par la police, beaucoup de grévistes se tournèrent vers la Fédération provinciale des paysans à La Convención, récemment créée.
– « La seule chose qui nous reste, c'est de nous défendre nous-mêmes, leur a dit Blanco.
– Camarades, vous savez bien que, quand nous sommes ivres, nous pouvons nous tirer les uns sur les autres, disaient les « bureaucrates ».
– Oui, le camarade a raison, lui a répondu Blanco, cela peut arriver mais, pour que cela n'arrive pas, le mieux est de monter des comités d'autodéfense bien organisés. »

« Et, là, ils n'ont plus rien trouvé à dire. Et la proposition a été approuvée. Et comme ils savaient qu'à Chaupimayo nous étions déjà en train de nous préparer parce que nous étions parmi les plus menacés, l'assemblée m'a élu à l'unanimité pour organiser les comités d'autodéfense », se remémore-t-il.

Premièrement, il fallait se procurer des armes. Craignant une explosion, les autorités interdirent leur vente dans le sud du Pérou. « Mais comme les commerçants sont des capitalistes, ils se sont dit : "Si les armes sont interdites dans le sud du Pérou, elles doivent s'y vendre à un bon prix. Allons-y". » Seul manquait l'argent pour en acheter. Une nuit, ils emportèrent le bétail du propriétaire et le vendirent. « Le lendemain, la viande s'est vendue meilleur marché que jamais. De la sorte, on avait de l'argent pour acheter des armes. Et les amis artificiers des paysans nous fournissaient en poudre pour les fusils. Le chef de chantier d'une route en construction près de Chaupimayo nous a donné de la dynamite et même l'ingénieur nous a appris à nous en servir », dit Blanco en riant. « Mon camarade Trotski disait : "Il faut armer le peuple du besoin de s'armer". Quand les gens sentent qu'ils doivent s'armer, les armes arrivent, d'un peu partout. »

Dans un premier temps, les groupes d'autodéfense atteignirent leur objectif : les grands propriétaires se firent moins violents dans leurs menaces. Mais les critiques de la droite à l'encontre du gouvernement militaire auquel elle reprochait d'avoir permis cette « situation de désordre » scellèrent le début d'une escalade répressive. « Comme l'avait annoncé le chef de la Garde civile à la radio, ils s'en sont d'abord pris à la zone montagneuse, moins organisée, tuant un paysan au cours d'un meeting. Ensuite, ils sont allés à La Convención pour interdire à la Fédération provinciale des paysans de La Convención et Lares de se réunir. Ils réprimaient les assemblées des syndicats à coups de crosse. »

De la clandestinité à la prison

Dans le contexte de cette contre-offensive, un propriétaire est venu accompagné d'un policier pour arrêter le secrétaire général du syndicat local. Ils ne trouvèrent personne d'autre qu'un enfant de onze ans.

– « Où est ton papa ?
– Je ne sais pas, Monsieur.
– Comment, tu ne sais pas ?, cria le propriétaire, qui menaça l'enfant en pointant sur sa poitrine l'arme du policier.
– Si tu ne parles pas, je te tue. »

« Le petit, qui ignorait où se trouvait son père, a fondu en larmes, et le patron lui a fracassé le bras d'une balle en présence du policier. Ensuite, le camarade est venu chercher de l'aide. Ils me pourchassaient déjà à l'époque », raconte Blanco.

– « À quelle autorité est-ce que je peux me plaindre ? » a demandé le père désespéré.

Quatre syndicats se réunirent et décidèrent d'envoyer une commission menée par Hugo Blanco. « Il fallait passer deux postes de police pour arriver à l'hacienda. On a réussi à en éviter un, mais pas l'autre. On a vu des gens courir pour les informer », raconte Blanco. Devant le poste de la Garde civile, un garde faisait semblant de lire le journal.

– « Monsieur, j'aimerais vous parler, lui dit Blanco.
– Oui, entrez, lui répondit le policier.
– Est-ce que vous savez que le patron de cette hacienda a blessé un enfant ? Nous formons une commission envoyée ici pour demander des comptes au propriétaire, mais comme nous ne disposons pas d'armes en nombre suffisant, nous sommes venus en emprunter, expliquait Hugo Blanco tout en sortant son revolver. Vous allez donc lever les mains en l'air et vous tenir tranquille pendant que nous allons sortir les armes d'ici et il ne se passera rien.
– Ah, si vous voulez des armes, je vais vous en donner…
– Restez tranquille, levez les mains ou je tire », dit Hugo Blanco en haussant la voix. Le policier se mit debout et, au lieu de lever les bras, il plongea une main dans sa poche pour sortir son arme. Hugo Blanco fit feu. Le policier réussit à sortir son revolver et à tirer, mais il était déjà entraîné dans sa chute. « Une seconde de plus et j'étais mort », raconte Blanco. « Je me suis jeté sur lui pour lui retirer son arme. On est sorti et on a encerclé le poste. La fusillade a commencé. C'est seulement quand une grenade à main artisanale a explosé que l'autre garde s'est rendu. »

Ils firent venir l'infirmier de Pujiura, le village où ils se trouvaient, mais il ne put sauver le policier blessé. Selon Blanco, « l'agent était le gardien qui avait donné l'arme au propriétaire pour qu'il tire sur l'enfant, et c'est pour cela qu'il ne voulait pas se rendre. »

Peu de temps après, la colonne organisa une embuscade. « Je ne voulais pas que des gens meurent. Comme on ne savait pas de quel côté les policiers allaient venir, on a posté une sentinelle à chaque bout pour qu'elle nous prévienne. J'ai demandé que personne ne tire tant que je ne le ferais pas ; mon intention était de les menacer pour qu'ils nous remettent leurs armes. Mais mes camarades se sont affolés et ont tué deux policiers. » Au procès, Hugo Blanco pris sur lui la responsabilité des trois morts. « Maintenant que l'affaire est classée, je peux dire que je n'y étais pour rien », admet-il.

Cette période de clandestinité, ponctuée d'échanges de tirs et de nuits à tous les vents, contribua à la création de dizaines de syndicats et à l'extension de la grève paysanne. Mais l'encerclement de la colonne d'Hugo Blanco se resserrait. Selon ses dires, la Garde civile avait pour ordre de le capturer mort ou vif, alors que les ordres de la Police d'investigation du Pérou (PIP) étaient de le prendre vivant. Mais la chance fut de nouveau de son côté. Un agent de la PIP fut le premier à le voir. « Il est là », cria-t-il. Mais la Garde civile était aussi présente. « Tirez ! », tel fut l'ordre lancé par le chef de la Garde civile. Comme l'ordre était de capturer Blanco vivant, le policier de la PIP tira en l'air.
– « Ne bouge pas, mains en l'air !, lui lança le policier.
– Je lève les mains ou bien je reste sans bouger ? » lui répondit Blanco. « J'ai souvent eu peur dans ma vie mais, dans des instants comme ceux-ci, je suis plutôt calme », explique-t-il.

On se trouvait en mai 1963. Au moment de sa détention, il était nu-pieds. Ses chaussures laissaient une trace trop reconnaissable. Pour cette raison, il les avait cachées dans une grotte à proximité avec des documents qui ne devaient absolument pas tomber entre les mains de la police. Hugo Blanco fut transféré sans chaussures au bureau de la PIP à Quillamba, capitale de La Convención. De là, on le transporta en hélicoptère à la caserne de Cuzco. « Quand ils m'ont sorti du bureau pour m'emmener en hélicoptère, les gens qui s'étaient rassemblés dans la rue m'ont applaudi et j'ai crié : "La terre ou la mort !" ». J'étais pris mais cela ne signifiait pas la fin de la lutte », se souvient-il. Ce fut le début de ses années de prison.

Le détonateur de la réforme agraire

Malgré son arrestation, la réforme agraire dans le sud du Pérou était déjà en marche. Hugo Blanco se remémore l'état d'esprit des militaires au pouvoir. « Ces Indiens se sont habitués pendant plus de dix mois à vivre sans travailler à l'hacienda. Comment faire pour qu'ils retournent travailler pour leur patron ? On

s’achemine vers un embrasement. On ferait mieux de sortir une loi de réforme agraire, mais uniquement pour cette zone. » Et c’est ce qu’ils firent.

Mais, comme il fallait s’y attendre, la rébellion s’étendit à d’autres zones du Pérou. Durant ces années, Fernando Belaúnde Terry (1963-1968) avait remplacé le gouvernement militaire. « Aux gens de La Convención, on a donné des terres parce qu’ils ont pris les armes, mais rien pour nous. » Voilà ce que pensaient les paysans qui s’accaparaient des terres aux quatre coins du pays. « Belaúnde coupait court à la rébellion sous les balles et il y a eu des massacres, comme à Soltera Pampa dans le département de Cuzco », poursuit Blanco. Ces années-là sont également apparues les guérillas de Luis Felipe de la Puente Uceda et de l’Armée de libération nationale (ELN), guérillas classiques à la cubaine dont le but était de créer un foyer de résistance. « Les militaires se sont alors dit : “Ce Belaúnde va mettre le feu à tout le pays. On aurait intérêt à prendre le pouvoir et à faire à l’échelle du Pérou ce que nous avons fait à La Convención” », continue Blanco.

Et c’est ce que fit l’armée, sous le commandement de Juan Velasco Alvarado, qui s’empara du pouvoir en 1968 sur la base d’un programme nationaliste et populiste conjugué à la limitation des libertés publiques. L’expropriation des compagnies pétrolières, la nationalisation de secteurs clés de l’économie et une vaste réforme agraire qui mit définitivement fin au gamonalisme font partie des mesures prises par ce général qui gouverna de fait entre 1968 et 1975. La réforme agraire de 1969 eut pour effet de répartir des millions d’hectares entre des communautés paysannes et indiennes, et de créer de grandes coopératives, fruit du regroupement de plusieurs haciendas, sous le nom de Sociétés agricoles d’intérêt social (SAIS). « Le gamonalisme sous toutes ses formes serait mort mais aurait été remplacé par le capitalisme agraire. Aujourd’hui, malgré la progression de l’agro-industrie, le Pérou demeure le pays d’Amérique latine qui affiche la plus forte proportion de terres aux mains des paysans, à titre individuel ou collectif, grâce à la lutte du monde agricole », reconnaît Blanco. « Cependant, l’idée des SAIS ne plaisait pas aux paysans. En théorie, elles allaient plus loin que la révolution russe, toute la terre était « collectivisée », mais, en pratique, ceux qui profitaient du travail collectif se résumaient à deux ou trois bureaucrates. » La lutte des paysans contre les SAIS allait se transformer les années suivantes en une source d’affrontement avec l’État.

En 1989, durant la première présidence d’Alan García, Hugo Blanco était secrétaire d’organisation de la Confédération paysanne du Pérou (CCP). « Selon la rumeur, les gens de Puno voulaient s’emparer des terres. J’ai donc demandé qu’on m’envoie à Puno. Nous luttions alors contre le gouvernement d’Alan García, la police et l’armée, contre la Confédération nationale agraire – centrale paysanne qu’avait formée Velasco – et contre le Sentier lumineux, qui nous accusait de trahir la cause paysanne parce qu’on disait qu’il existait une autre forme de lutte que la lutte armée. Et contre tout ça, nous avons réussi à reprendre 1 250 000 hectares aux SAIS pour les communautés, et à réformer la réforme agraire de Velasco », affirme Blanco avec fierté.

« La terre ou la mort »

Après sa détention, Blanco est resté trois ans au secret dans l’attente d’un jugement. Un tribunal de la Garde civile serait chargé de le condamner. Avant le début des audiences, en 1966, ce tribunal lui envoya un émissaire pour lui proposer un accord.

– « Vous risquez la peine de mort ou 25 ans de prison. Mais vous avez la possibilité de recouvrer la liberté. Vous vous déclarez malade, nous certifions que vous êtes malade et nous vous déportons vers le pays de votre choix.
– Merci, mais je suis en parfaite santé, répondit Blanco. « Accepter l’offre aurait été trahir le peuple péruvien parce que je me serais privé de l’occasion qui m’était donnée de dénoncer en audience publique l’horreur du système d’hacienda et la servilité de la police », explique-t-il.

Le procès eut lieu à Tacna, ville proche de la frontière chilienne, en plein désert, où l’on ignorait tout de cette affaire. « Nous avons tiré parti de l’audience sur le plan politique. Pendant trois ans, j’avais répété aux camarades arrêtés avec moi qu’ils n’avaient qu’une seule chose à dire pour retrouver la liberté : qu’ils

étaient des paysans analphabètes et que le communiste Hugo Blanco les avait trompés. Mais aucun ne l'a dit. » Quand Hugo Blanco entra dans la salle d'audience publique sans avoir eu de nouvelles de ses camarades depuis trois ans, il constata qu'ils étaient une vingtaine.

– « La terre ou la mort !, s'écria Blanco.
– Nous vaincrons ! », crièrent les vingt.

Un des procureurs requit la peine de mort à l'encontre d'Hugo Blanco. Le procès approchait de la fin et il s'acheminait visiblement vers une condamnation.

– « Avez-vous quelque chose à ajouter ?, demanda le juge.
– Oui, répondit Blanco. Si les transformations sociales survenues à La Convención justifient la peine de mort, j'approuverai la sentence. Mais que ce soit lui (montrant du doigt celui qui demandait la condamnation) qui tire de sa propre main ! Que mon sang n'éclabousse pas les mains d'un subalterne parce qu'eux sont des enfants du peuple et qu'ils sont donc mes frères ! »

Avant la lecture de la sentence, Hugo Blanco cria de nouveau « La terre ou la mort ! » mais, cette fois, en plus de ses anciens compagnons de route, c'est tout le public qui le reprit en écho. Le juge ne tarda pas à faire évacuer la salle. Vingt ans plus tard, Tacna fut la ville qui vota le plus pour Blanco quand il se présenta comme candidat à l'Assemblée constituante.

Il fut finalement condamné à 25 ans. La campagne internationale organisée pour sa libération et contre la peine de mort fut massive. Des personnalités comme Jean-Paul Sartre ou Simone de Beauvoir en furent les acteurs les plus visibles. « Amnesty International m'a défendu vigoureusement. Et ses statuts disaient qu'elle ne devait pas défendre ceux qui exercent ou encouragent la violence. Elle a compris que j'agissais en état de légitime défense. Sa section suédoise m'a sacré prisonnier de l'année et a sorti une énorme affiche. » La campagne porta ses fruits. La condamnation à mort fut abandonnée, mais pas la peine de prison.

Les exils d'Hugo Blanco

Quand le général Juan Velasco Alvarado arriva au pouvoir en 1968, Hugo Blanco comptait cinq années en prison. « En décembre 1970, Velasco m'a envoyé une émissaire, une camarade du Parti communiste », se rappelle-t-il.

– « Si tu t'engages à travailler pour la réforme agraire de Velasco, tu sortiras de cette prison dès demain.
– Non, merci, je me suis habitué à vivre ici », lui a expliqué Blanco en se servant un autre maté de coca. « Pas question de travailler pour un gouvernement. C'est une chose d'être député, maire, conseiller municipal, et de pouvoir dire ce qu'on pense. Mais c'est autre chose de travailler pour un gouvernement et de devoir dire que tout va bien. Deux autres prisonniers politiques qui s'étaient engagés à travailler avec Velasco ont été libérés. Qu'allaient dire les gens si je restais en prison alors qu'eux étaient libres ? C'est comme ça qu'ils nous ont tous libérés, mais on m'a interdit de sortir de Lima, avant de finalement me déporter. »

Après un bref passage au Mexique, il revint en Argentine, où il avait vécu dans les années 1950. Avant de partir, il se rendit au consulat argentin du Mexique qui lui délivra, bien qu'il ne fût pas nécessaire, un visa de trois mois. Au terme d'un mois de présence en Argentine, il fut incarcéré à la prison de Villa Devoto, pour cause de séjour illégal, précisément. C'était en 1971, et le général Alejandro A. Lanusse dirigeait le pays.

Pour commencer, il fut mis avec les prisonniers de droit commun, qui le reconnurent.
– « Tiens, tu ne serais pas péruvien ?
– Si, je suis péruvien.
– Mes respects, vieux, vous faites du très bon travail », dit un détenu. Mais il ne parlait pas de la lutte paysanne. « Le prisonnier était voleur à la tire et, à ce jeu-là, les Péruviens sont les meilleurs », précise-t-il

en riant.

De toutes les prisons par lesquelles il est passé, Villa Devoto demeure celle qui lui a laissé le plus mauvais souvenir. « Ils se sont vite rendu compte que j'étais un prisonnier politique et ils m'ont envoyé avec ceux de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP). Et là, la répression a été terrible. Ils arrivaient en criant "Halte", et on devait tous rester immobiles, puis ils disaient "Déshabillez-vous, à poil !", "Prenez vos affaires, sortez, à la cellule d'à côté, habillez-vous, face au mur, sans parler !". Pendant ce temps, on entendait du bruit dans notre pavillon. Quand on retrouvait notre jeu d'échec, il manquait six pièces, ou bien ils avaient déchiré les lettres de ta mère, de ta fiancée, tes photographies… »

La dénonciation internationale de son incarcération lui ouvrit les portes du Chili de Salvador Allende. Là, le premier coup d'État militaire contre le gouvernement Allende, en juin 1973, le surprit alors qu'il militait dans le cordon industriel [4] où il était chargé du bulletin d'information. Il s'employa à signaler dans le bulletin la sinistre parenté de ce coup avec les soulèvements militaires qui firent tomber le gouvernement de Juan Domingo Perón en Argentine. Dans les deux cas, le coup d'essai eut lieu en juin, et le définitif en septembre. Blanco fut un témoin privilégié de ces quatre coups d'État.

Argentine et Chili, juin et septembre

En 1954, avant de devenir un chef de file paysan, Blanco s'était installé en Argentine pour étudier l'agronomie à La Plata, où il vivait avec son frère. « Les préparatifs du coup remontaient à plus loin. L'atmosphère à l'université devenait irrespirable parce que tous les étudiants étaient de classe moyenne et en faveur du coup. J'ai dit à mon père de ne plus m'envoyer d'argent, que je ne poursuivrais pas mes études », raconte-t-il.

Il avait commencé à travailler comme ouvrier à Berisso, près de La Plata, quand les forces aériennes bombardèrent la Place de Mai et firent 364 victimes civiles. C'était le coup d'État militaire du 16 juin. « Tous aux autocars, coup d'État à Buenos Aires », telle fut la consigne. « Les gens du grand Buenos Aires ont été les premiers à arriver, ils ont attaqué les armureries, brûlé les églises, l'archevêché », se souvient-il.

Mais les militaires argentins retinrent la leçon. Le coup suivant, en septembre de la même année, n'a pas commencé à Buenos Aires, mais à Córdoba, dans l'intérieur du pays. « Perón a dit "Soyez tranquilles, je vais l'étouffer dans l'œuf". Il a envoyé une troupe écraser l'insurrection mais la troupe a cédé devant elle. Perón disait que "le devoir des ouvriers, c'est d'aller de la maison au travail et du travail à la maison", et qu'il ne fallait pas faire comme ces communistes qui incendiaient les églises et attaquaient les armureries. Mais c'était le peuple péroniste qui commettait ces actes. Jusqu'au jour où il n'est plus resté que Buenos Aires. ». La marine menaça de bombarder la capitale si Perón restait au pouvoir. Perón finit par démissionner et par quitter le pays.

Pour Hugo Blanco, il s'est passé un peu la même chose au Chili. Quand survint le coup d'État de juin, les ouvriers du cordon Vicuña Mackenna organisèrent la résistance.
– « Est-ce que vous avez nommé des délégués pour communiquer avec les autres usines ?, demanda Hugo Blanco.
– Camarade, on n'est pas à Chaupimayo, on a le téléphone ici, lui répondirent-ils.
– On a été coupé ! » Tel fut le cri que l'on put entendre peu de temps après lorsque les lignes furent mises hors service par l'armée.

« Des camarades étaient chargés de la défense armée et devaient se réunir…sauf qu'ils ne se réunissaient pas. On leur a demandé : "Est-ce qu'il va y avoir une réunion ou pas ?" Et ils ont fini par nous dire la vérité. "Untel du parti socialiste freine Allende dans son action, Allende freine [Carlos] Altamirano, Altamirano freine le secteur Cordillère et le secteur Cordillère nous freine. Ils ne veulent pas qu'on prenne les armes parce qu'il y a des militaires constitutionnalistes qui soutiennent le régime et le parti ne veut pas perdre leur soutien." Un de ces militaires constitutionnalistes était Augusto Pinochet. Ils freinaient des quatre fers, jusqu'au jour où ce fut trop tard », déplore-t-il.

Mais il restait de nombreuses vies à Hugo Blanco. « Le sous-chef des opérations a mis le feu aux archives et s'est défendu les armes à la main. Ils l'ont tué, mais il avait pu détruire les archives. » Devenu clandestin, il commença à chercher un moyen de sortir du pays, mais toutes les ambassades étaient surveillées par la police. Cette fois-là, ce ne fut pas la chance ni son habileté qui lui sauvèrent la vie, mais l'aide de l'ambassadeur de Suède Harald Edelstam. « L'ambassadeur m'a ordonné de me raser, de passer le costume de son frère, avec une cravate noire et des lunettes, de me laver le visage et de me faire photographier, puis il m'a remis une carte d'identité : Hans Blum, conseiller de l'ambassade de Suède. Je suis sorti dans sa voiture, j'ai montré le papier, sans ouvrir la bouche, naturellement, et on m'a laissé passer. Ensuite, dans la résidence de l'ambassadeur du Mexique, il y avait beaucoup d'autres étrangers. Cinq voitures des ambassades nous ont accompagnés, parce que d'autres exilés avaient été capturés sur le chemin de l'aéroport. De là, je suis allé au Mexique. Selon les nouvelles que j'y ai reçues du Chili, on était à ma recherche et on offrait une récompense en échange de ma capture », se souvient-il.

Séquestré pendant l'opération Condor

En 1973, Hugo Blanco s'installa en Suède. Après avoir parcouru une bonne partie de l'Europe occidentale pour donner des conférences sur le coup d'État du Chili, il entreprit un voyage aux États-Unis. Alors qu'il s'apprêtait à boucler sa tournée de 48 villes dans lesquelles il parlait de James Carter et des atteintes aux droits humains en Amérique latine, une grande grève générale éclata au Pérou. C'était en juin 1977. « Ils ont laissé entrer les exilés, convoqué l'Assemblée constituante, et je suis revenu avec mon projet de constitution ultragauchiste sous le bras », raconte-t-il. Quatorze ans après sa détention, Hugo Blanco foulait de nouveau le sol péruvien en homme libre, et en candidat du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) à l'Assemblée constituante. « Des plages gratuites étaient réservées à la télévision pour que les candidats puissent s'exprimer, on traversait une période de restriction économique, de hausse des prix terrible, et j'étais déprimé, je pensais que je n'allais pas bien m'en sortir », se rappelle-t-il. Mais il ne tarda pas à trouver l'inspiration.

– « Camarades, nous venons de subir une période de restriction économique terrible, déclara Hugo Blanco à la télévision. Que faire contre ça ? Voter pour moi ? Non. Que vous votiez pour moi ou non, c'est la même chose. Le mieux est de faire tous bloc le 27 et le 28 à l'occasion de la grève lancée par la Confédération nationale des travailleurs du Pérou. Mettons-nous tous en grève ! »

L'espace télévisuel mis gratuitement à disposition devait servir à la campagne électorale et non à encourager la grève. À cinq heures, « tout candidat qu'[il] soi[t] », il était de nouveau arrêté. Mais, cette fois, le gouvernement avait imaginé un destin différent pour le chef de file paysan, une solution définitive : l'Argentine du général Videla. Dans un avion de l'armée, Hugo Blanco, avec d'autres détenus politiques, fut conduit à Jujuy, dans le nord de l'Argentine.

– « Voilà, vous êtes libres, leur dirent les militaires argentins.
– Je ne veux pas de la liberté », leur répondit-il, certain qu'une fois signé l'acte de sa libération, il serait assassiné, comme tant d'autres disparus victimes des dictatures latino-américaines.

Les militaires le transférèrent dans un petit avion à Buenos Aires, où il se retrouva dans les geôles de la Police d'investigation. Mais les temps avaient changé. Dans les jours qui suivirent arrivèrent d'autres détenus péruviens. « Heureusement, un journaliste de Jujuy nous a vus descendre de l'avion et nous a pris en photo, de sorte qu'ils ne pouvaient plus nous faire disparaître », explique Hugo Blanco. Selon lui, la séquestration faisait partie de l'opération Condor. Des enquêtes réalisées plus tard révèlent que Francisco Morales Bermúdez, président du Pérou entre 1975 et 1980, autorisa l'enlèvement et la déportation de quatre membres du Mouvement péroniste montonero qui résidaient au Pérou. Leur élimination aurait été un signe de remerciement pour le service rendu. Mais la photo en question bouleversa ce plan. Hugo Blanco resta dans le pays encore quelque temps. « Ils ont dû me fournir un passeport et me laisser partir. »

Café moulu

Peu après son élection à l'Assemblée constituante, Hugo Blanco revint au Pérou. En 1980, il fut élu député du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la Quatrième Internationale, à l'issue d'un vote historique. Un vieil habitué, Fernando Belaúnde Terry, retrouvait son poste de président et inaugurait la politique de violation des droits humains dans le cadre de la guerre contre le Sentier lumineux. En 1983, face aux actions aveugles du Sentier et à la politique de la « terre brûlée » menée par l'armée dans les zones d'agitation, un juge de la province proposa d'entamer des négociations avec le Sentier. En réponse aux attaques à l'encontre de ce juge, Blanco défendit la solution de la négociation en séance parlementaire.

– « C'est justement avec nos ennemis que nous devons discuter. Par exemple, je n'aurais aucun problème à discuter avec des assassins comme Hitler, Pinochet ou le général Noel, a déclaré Blanco, faisant référence au militaire imposé comme chef politique du département d'Ayacucho.
– Qu'il retire son insulte ! Il a dit que le général Noel est un assassin, s'est emporté un député de droite.
– C'est la vérité, mais vous avez raison, lui a répondu Hugo Blanco, je retire le mot « assassin ». Le général Noel n'a pas commis des assassinats mais un génocide. »

Quatre mois de suspension, telle fut la sanction prononcée par la session parlementaire. Aux journalistes qui l'entouraient, Blanco exposa les motifs politiques de son attitude.
– « Et de quoi allez-vous vivre ?, lui demanda un reporter d'un journal *chicha* [de la presse à sensation].
– J'ai été ouvrier, mais aucune usine ne va m'embaucher. J'ai été paysan, mais je ne retournerai pas aux champs. J'ai vendu du café moulu. Je vais faire quelque chose dans ce genre-là. »

Le lendemain, rien ne parut de ses déclarations politiques. Seul un journal *chicha* publia le titre suivant : « Hugo Blanco ne compte pas rester les bras croisés, il va vendre du café moulu », allusion probable au grand succès du musicien vénézuélien Hugo Blanco, Moliendo Café. « J'étais en colère de voir qu'ils n'avaient rien publié de mes déclarations, mais je me suis dit : "Et si je vendais du café ?" Je serai le vendeur ambulant le plus réputé du Pérou. »

Et il en fut ainsi. Le député suspendu de ses fonctions s'installa à proximité du marché central, pas très loin du Parlement. Le café était bon et Hugo Blanco n'eut pas de mal à se faire une place parmi les autres vendeurs de rue, étant lui-même un bon support publicitaire. Un jour, un journaliste vint voir le vendeur ambulant le plus célèbre de Lima.

– « Dites-moi, vous n'avez pas honte de vendre du café moulu ?
– Voyez-vous, à quelques rues d'ici, d'autres parlementaires sont en train de vendre le pays. Demandez-leur s'ils ont honte. »

Pucallpa

Au terme de son mandat au Congrès, il fut élu secrétaire de la Confédération paysanne du Pérou (CCP). Là, il put prendre directement la mesure du caractère « particulièrement sanguinaire » du président Alan García. « Durant son premier mandat [1985-1990], il avait offert d'acheter la récolte de maïs des montagnards qui vivent dans la forêt de Pucallpa. Au début, les gens étaient contents, mais le gouvernement mettait des mois à payer le maïs qu'il leur avait acheté. » En février 1989, les paysans de la région d'Ucayali, dans le bassin amazonien, se mirent en grève pour que l'État paie ses dettes, entre autres revendications.

Blanco se rendit dans la forêt à titre de représentant de la CCP. Les communautés indiennes et paysannes érigèrent des barrages de troncs d'arbres sur les routes et bloquèrent les cours d'eau avec leurs embarcations. Les provisions cessèrent d'arriver à Pucallpa. Au bout de trois semaines de grève et de paralysie, les paysans réussirent à obtenir gain de cause sur plusieurs points et décidèrent de mettre fin à leur action en organisant une réunion pour fêter leur victoire et en levant le blocus. Alors qu'ils entonnaient l'hymne national sur la place centrale, la police s'est mise à tirer sur la foule. Selon un

rapport de l'organisation de défense des droits humains Aprodeh, 23 paysans perdirent la vie et 28 autres furent déclarés disparus.

« Dès que les balles ont commencé à pleuvoir, j'ai pris le large jusqu'à la section locale de la Fédération et je me suis enfermé dans une pièce. Ils ont commencé à cogner sur la porte et je l'ai ouverte avant qu'ils ne l'abattent. Ils m'ont plaqué au sol et sorti de la pièce en me frappant. Ensuite ils m'ont couvert la tête d'une couverture et jeté dans une voiture », raconte Blanco. Du siège de la Fédération, ils l'emmenèrent à la caserne de police et le mirent à genoux à grand renfort de coups de pied et coups de poing. « Quand j'étais fatigué, je m'asseyais, et à coups de pied ils m'obligeaient à me relever. »

Mais ce n'est pas encore cette fois qu'ils purent en finir avec Hugo Blanco. Un membre de la Confédération paysanne, témoin de son arrestation, téléphona au siège national à Lima. Celui-ci appela immédiatement le secrétariat général d'Amnesty International à Londres. Alors qu'Hugo Blanco était détenu depuis deux heures, le président Alan García commença à recevoir des lettres de demande de sa libération. « Là, ils ne pouvaient plus me faire disparaître. » Il fut transféré à Lima et un juge reçu à nouveau sa déclaration.

– « Un procureur était présent au moment de votre arrestation ?
– C'est possible, sans doute un des encapuchonnés qui me donnaient des coups. »

Quatrième exil

Hugo Blanco fut élu sénateur en 1990, mais il perdit son siège deux années plus tard à la suite du coup d'État organisé par Alberto Fujimori pour se succéder à lui-même. L'escalade répressive du régime mit sa vie de nouveau en danger. À la peine de mort prononcée par le Service national du renseignement, sous la direction Vladimiro Montesinos, s'ajoutait une autre menace : le Sentier lumineux l'avait lui aussi inscrit sur sa liste noire. « Le Sentier m'accusait de trahison parce que tous ceux qui n'était pas avec lui étaient considérés comme des traîtres, parce que j'avais participé à la traître lutte pour la terre de Puno, parce que j'avais dit aux paysans qu'il existait d'autres formes de lutte que la lutte armée. Pour cette raison, ma quatrième déportation a été volontaire. »

Les conséquences de 20 ans de conflit armé (1980-2000) contribuèrent à désarmer le puissant mouvement paysan du Pérou. « On a dénombré 70 000 morts, en majorité des Indiens. La Commission pour la vérité dit que le Sentier en a tué plus. Je ne crois pas ; mais le Sentier a fait beaucoup de victimes lui aussi, il a tué des dirigeants du mouvement ouvrier, du mouvement pour la récupération des terres… Et il a servi de prétexte au gouvernement pour assassiner des dirigeants du monde paysan, pour les emprisonner, les torturer…Tout ça a eu pour conséquence de nous faire faire un bond en arrière énorme. Avant le Sentier, la Confédération paysanne du Pérou avait des bases dans presque tout le pays. Après cette guerre intérieure, elle n'en avait plus que dans deux ou trois départements, c'est tout. C'est une des raisons du retard que nous accusons sur la Bolivie et l'Équateur, où le mouvement indien a impulsé toute sorte de transformations », explique Blanco.

Avec *Lucha Indígena*, journal qu'il dirige de Cuzco, Hugo Blanco est parvenu à inclure dans son discours une interprétation des luttes sociales adaptée aux temps nouveaux. De nombreux principes du mouvement zapatiste, du mouvement indien et des luttes pour l'environnement ont peu à peu actualisé sa vision du monde.

« La différence fondamentale tient au fait qu'aujourd'hui les atteintes du néolibéralisme à la nature sont beaucoup plus graves. Et les principales victimes en sont les peuples indiens. Tout le monde se nourrit de végétaux et d'animaux, mais les gens des villes croient que tout ça est produit par le supermarché. C'est pourquoi ils se fichent de ce qui se passe dans les campagnes. Et les gens de la campagne, qui profitent le moins des avantages de la civilisation, sont les plus liés à la terre et savent que la terre est source de vie. C'est donc la vie qui est en jeu, comme à Bagua, comme aujourd'hui à Espinar, à Canchis ou à Cocachacra », dit Hugo Blanco, faisant allusion à trois des principales luttes écologistes du Pérou qui ont réussi à contenir jusqu'à présent l'activité prédatrice des multinationales.

« Qui commande ici ? La Southern Peru [société minière] et son serviteur, l'État péruvien, ou bien la collectivité de Cocachacra organisée ? C'est la collectivité de Cocachacra organisée qui commande. D'aucuns disent qu'il n'y a pas d'avant-garde politique au Pérou. Il en existe pourtant une, à Canchis, à Espinar, à Cocachacra. C'est là qu'elle se trouve. Et nous devons la soutenir », martèle-t-il.

La nuit tombe sur Cuzco. Un après-midi ne suffira pas à faire le tour des dix vies d'Hugo Blanco. Au moment où l'on célèbre le centenaire de la naissance de José María Arguedas, il pense que cet anthropologue « serait heureux » de voir les progrès accomplis par le mouvement indien et la consolidation des principes fondateurs de ces peuples. « Non seulement ils défendent la terre mère mais ils présentent aussi une forme d'organisation démocratique. Qui dit populations indiennes dit communautés. Dans le Cauca (Colombie), ou chez les Indiens kuna du Panamá, une nouvelle société est également en train de voir le jour. Comme le dit le sous-commandant Marcos, "il ne s'agit pas de prendre le pouvoir, mais de le construire". Eux sont en train de le construire sans savoir que le sous-commandant ou les zapatistes existent », conclut Blanco.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3225.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : *Viento Sur*, numéro 117, juillet 2011.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3170 - « PÉROU - Miguel Palacín : « Il y a cinq ans, il n'y avait pas de mouvement indien ; maintenant nous sommes acteurs » », DIAL 3171 - « ARGENTINE - les mères contre l'agrobusiness », DIAL 3175 - « BOLIVIE - Felipe Quispe. Le dernier *Mallku* », DIAL 3186 - « BOLIVIE - « Sans les femmes, ils n'auraient pas résisté trois jours » : entretien avec Julieta Paredes », DIAL 3201 - « COLOMBIE - « l'action des mouvements sociaux a été décisive dans la lutte contre l'impunité » : entretien avec Iván Cepeda » et DIAL 3205 - « ARGENTINE - Un village réussit à interdire un mégaprojet minier lors du premier référendum souverain du pays ». De nombreux articles sont disponibles en espagnol sur leur blog : http://losmovimientoscontraatacan.wordpress.com.

[2] Place du centre d'Athènes – note DIAL.

[3] Pour des raisons déjà explicitées et qui tiennent à l'histoire différente des pays et des langues, nous traduisons le terme « *indio* », connoté négativement en espagnol, par « indigène », lui aussi connoté en français, et le terme « *indigena* », plus neutre en espagnol, par « indien », relativement neutre en français aussi – note DIAL.

[4] Les cordons industriels étaient des organisations ouvrières réunissant un ensemble d'usines et d'entreprises de la même zone, ici, l'avenue Vicuña Mackenna – note DIAL.